



La qualité institutionnelle à l'épreuve de la stabilité financière : Une revue critique des évidences empiriques

JOUDAR Fadoua^{1,2}

Enseignante chercheuse

¹Université Privée de Marrakech, Laboratoire de Management et des sciences économiques et sociales, LAMSES.

Laboratoire de Recherche en économie, Gestion, Management des Affaires, LAREGMA

²Faculté d'économie et de gestion de Settat, Université Hassan I

Résumé : Cet article analyse le lien entre qualité institutionnelle et stabilité financière à travers une revue de littérature comparative. Les résultats mettent en évidence une forte hétérogénéité : si certaines études confirment un effet stabilisateur des institutions, d'autres montrent des effets non significatifs, conditionnels ou négatifs. Cette divergence s'explique par les différences de mesures, de contextes économiques et de niveaux de développement institutionnel. L'analyse souligne l'existence d'effets de seuil, indiquant que les institutions ne deviennent stabilisatrices qu'à partir d'un certain niveau de qualité. Ainsi, la qualité institutionnelle apparaît comme un déterminant conditionnel de la stabilité financière, dépendant du contexte et des choix méthodologiques.

Mots-clés: Qualité institutionnelle; Stabilité financière; Risque financier.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.20218141>

1. Introduction

Dès le début du XXe siècle, Thorstein Veblen (1909) remet en cause les explications purement monétaires des crises en soulignant que les fluctuations économiques ne suffisent pas, à elles seules, à rendre compte de l'instabilité financière. Il met ainsi en avant une lecture institutionnelle de ces déséquilibres. Cette approche a constitué un socle théorique pour de nombreux travaux ultérieurs s'intéressant au rôle des institutions dans la stabilité financière.

Dans cette perspective, Asli Demirgüç-Kunt et Enrica Detragiache (1998) figurent parmi les premiers à analyser empiriquement l'impact du cadre institutionnel sur la stabilité bancaire. Leurs travaux montrent qu'un environnement institutionnel solide peut réduire significativement le risque de crises. Ils soulignent également que l'instabilité bancaire tend à émerger dans des contextes macroéconomiques fragiles, caractérisés notamment par une faible croissance et une inflation élevée. Par la suite, Asli Demirgüç-Kunt et Enrica Detragiache (2002) mettent en évidence que la qualité institutionnelle conditionne l'efficacité des dispositifs tels que l'assurance des dépôts, essentielle au maintien de la stabilité bancaire.

Dans le même prolongement, Gil Mehrez et Daniel Kaufmann (2000) montrent que l'absence d'un cadre institutionnel adéquat constitue un facteur déterminant dans le déclenchement des crises bancaires. De manière générale, la littérature converge vers l'idée qu'une dégradation de la qualité institutionnelle accroît l'incertitude du système financier, favorise une mauvaise allocation des ressources et limite la capacité à prévenir ou résoudre les crises.

Plusieurs auteurs associent ainsi les crises les plus sévères à une faiblesse institutionnelle marquée. Daron Acemoglu et al. (2003) soulignent que cette insuffisance engendre des politiques macroéconomiques inadaptées, accentuant l'instabilité économique. De leur côté, Atish Ghosh et Anne-Marie Gulde-Wolf (souvent associés aux travaux sur crises, ici cités comme Ghosh et Ghosh, 2002) mettent en avant l'importance de variables structurelles telles que la gouvernance, l'État de droit, les droits des créanciers et des partenaires économiques, montrant qu'une gouvernance défailtante rend les économies particulièrement vulnérables aux déséquilibres macroéconomiques.

Dans cette même logique, Alberto Alesina et Alexander Wagner (2003) estiment que les pays caractérisés par des institutions faibles peinent à maintenir des régimes de change crédibles, ce qui compromet la stabilité monétaire et financière. Ainsi, la robustesse institutionnelle, combinée à la stabilité des prix, apparaît comme un pilier fondamental de la stabilité macroéconomique et de la prévention des crises.

Enfin, la littérature souligne que la fragilité institutionnelle s'accompagne souvent de déséquilibres macroéconomiques, d'instabilité politique, de corruption et d'une protection insuffisante des droits de propriété, autant de facteurs propices à l'instabilité. Sakkapop Pongsakornrunsilp Shimpalee et Janice Breuer (2006) complètent cette analyse en mettant en évidence le rôle de facteurs tels que la faible qualité bureaucratique, les tensions ethniques et les conflits internes et externes dans le déclenchement des crises.

Dans cette approche, cet article examine le rôle de la qualité institutionnelle dans la stabilité financière à travers une analyse comparative de la littérature empirique. Il vise à identifier les conditions dans lesquelles les institutions exercent un effet stabilisateur, neutre ou déstabilisateur, en mettant en évidence l'influence des choix méthodologiques, des contextes économiques et des niveaux de développement institutionnel.

2. Revue de littérature

Dans leur article, Fazio, Silva, Tabak et Cajueiro (2018) examinent l'effet de la politique de ciblage d'inflation (inflation targeting) sur la stabilité financière bancaire, en se demandant si la qualité des institutions conditionne cette relation. À partir d'un échantillon de 66 pays sur la période 1998–2014, les auteurs comparent les pays ayant adopté le ciblage d'inflation à ceux qui ne l'ont pas fait, en introduisant une interaction avec des indicateurs de qualité institutionnelle. Ils trouvent une relation en forme de U inversé : dans les pays où la qualité institutionnelle est faible, le ciblage d'inflation est associé à une détérioration de la stabilité financière ; à des niveaux moyens de qualité institutionnelle, le ciblage d'inflation contribue à améliorer la stabilité ; tandis que lorsque la qualité institutionnelle est très élevée, l'effet du ciblage d'inflation devient non significatif, ce que les auteurs qualifient de "paradoxe de crédibilité". En conséquence, l'étude conclut que la qualité des institutions est un facteur conditionnel essentiel pour que le ciblage d'inflation ait un impact stabilisateur sur le système financier, et que sans institutions solides, une politique monétaire centrée sur l'inflation peut même s'avérer contre-productive.

Dans cet article, Balutel (2020) étudie l'impact de la qualité institutionnelle sur l'instabilité financière, en se focalisant plus particulièrement sur les risques systémiques et les crises bancaires. À partir d'analyses empiriques qui examinent la probabilité de survenance de crises bancaires et l'exposition des institutions financières au risque systémique, l'auteur montre que un niveau élevé de corruption, une instabilité politique accrue et une faible qualité de la réglementation sont positivement associés à un risque plus élevé de crises financières. Cela signifie que lorsque les institutions sont faibles, caractérisées par une gouvernance fragile, des normes réglementaires insuffisantes ou une corruption importante, le système bancaire devient plus vulnérable aux chocs et aux crises. Ces résultats suggèrent que la qualité institutionnelle joue un rôle central dans la prévention des crises financières et dans la réduction de l'exposition des banques aux risques majeurs, soulignant que des institutions fortes, dotées

de mécanismes de contrôle efficaces, de stabilité politique et d'un cadre réglementaire robuste, contribuent à renforcer la stabilité du système financier.

Dans leur étude sur la région du GCC, Boulanouar, Alqahtani et Hamdi (2021) montrent que la qualité institutionnelle joue un rôle déterminant dans la stabilité financière du secteur bancaire. En utilisant des indicateurs tels que l'efficacité réglementaire, la qualité de la réglementation, l'efficacité gouvernementale et le contrôle de la corruption, ils trouvent que ces dimensions institutionnelles contribuent à réduire le risque de défaillance des banques, mesuré par des indicateurs de probabilité de défaut. Ces résultats s'expliquent par le fait qu'un cadre institutionnel solide améliore la discipline de marché, réduit les comportements risqués et favorise une supervision bancaire plus efficace. Par ailleurs, un environnement institutionnel crédible diminue la corruption et les pressions politiques, ce qui permet une meilleure allocation du crédit et renforce la résilience du système financier face aux chocs.

Dans cette étude, les auteurs explorent le lien entre la qualité institutionnelle et la stabilité financière dans le cadre de la théorie de la finance durable, en incluant également la croissance verte et l'inclusion financière dans leur modèle. En utilisant des données de 1990 à 2020 et des modèles économétriques adaptés aux dynamiques à long et court termes, ils montrent que la qualité institutionnelle exerce un effet positif et significatif sur la stabilité financière. Cela signifie que des institutions plus efficaces, avec de meilleures pratiques de gouvernance, de réglementation et de contrôle, créent un environnement plus propice à la confiance des acteurs économiques et à la pérennité du système financier. Les résultats suggèrent que la qualité institutionnelle améliore la stabilité financière en renforçant la capacité des marchés à absorber les chocs, en facilitant une supervision plus rigoureuse et en réduisant les comportements risqués. Les auteurs concluent que pour atteindre une stabilité financière durable tout en promouvant la croissance verte, les pays doivent mettre en place des institutions robustes capables de soutenir à la fois le développement économique, l'inclusion des acteurs financiers et les objectifs environnementaux.

Dans cette étude, les auteurs explorent le lien entre la qualité institutionnelle et la stabilité financière dans le cadre de la théorie de la finance durable, en incluant également la croissance verte et l'inclusion financière dans leur modèle. En utilisant des données de 1990 à 2020 et des modèles économétriques adaptés aux dynamiques à long et court termes, ils montrent que la qualité institutionnelle exerce un effet positif et significatif sur la stabilité financière. Cela signifie que des institutions plus efficaces, avec de meilleures pratiques de gouvernance, de réglementation et de contrôle, créent un environnement plus propice à la confiance des acteurs économiques et à la pérennité du système financier. Les résultats suggèrent que la qualité institutionnelle améliore la stabilité financière en renforçant la capacité des marchés à absorber les chocs, en facilitant une supervision plus rigoureuse et en réduisant les comportements risqués. Les auteurs concluent que pour atteindre une stabilité financière durable tout en promouvant la croissance verte, les pays doivent mettre en place des institutions robustes capables de soutenir à la fois le développement économique, l'inclusion des acteurs financiers et les objectifs environnementaux.

Dans leur étude, van Duuren, de Haan et van Kerkhoff (2020) examinent si la qualité institutionnelle conditionne l'impact de la transparence en matière de stabilité financière sur l'état de santé du secteur bancaire dans un large échantillon de 110 pays de 2000 à 2011. Les auteurs confirment qu'une meilleure transparence sur les risques et les politiques de stabilité financière est généralement associée à une plus grande stabilité, mesurée par un ratio plus faible de prêts non performants. Toutefois, ils montrent que cette relation dépend fortement du niveau de qualité institutionnelle : l'effet stabilisateur de la transparence sur la réduction des prêts non performants est significatif seulement dans les pays où la qualité institutionnelle est faible. Autrement dit, dans les environnements institutionnels fragiles, accroître la transparence renforce la discipline de marché et réduit l'incertitude, ce qui se traduit par une baisse des prêts non performants et donc une amélioration de la stabilité financière. En revanche, dans les pays dotés d'institutions plus solides, cet effet conditionnel n'est pas observé avec la même intensité, ce qui suggère que la qualité institutionnelle joue un rôle déterminant dans la manière dont la transparence des autorités financières est traduite en stabilité réelle du système bancaire.

Dans leur étude sur les pays de l'ASEAN couvrant la période 2010-2020 et utilisant des données de 157 banques, Yen, Son et Huy (2023) montrent que la qualité institutionnelle exerce un effet positif et significatif sur la stabilité des banques mesurée par le Z-score et d'autres indicateurs de risque. Plus précisément, leurs résultats empiriques indiquent que lorsque la qualité institutionnelle dépasse un seuil critique, l'amélioration de la gouvernance, incluant des aspects tels que le contrôle de la corruption, l'efficacité gouvernementale, la stabilité politique et l'état de droit, conduit à une augmentation de la stabilité bancaire. Les auteurs relient ces effets à des mécanismes institutionnels qui réduisent l'asymétrie d'information, abaissent les coûts de transaction et améliorent l'allocation des ressources, ce qui diminue l'exposition des banques aux risques et renforce leur résilience face aux chocs. Ces résultats suggèrent que pour renforcer la stabilité du système bancaire dans l'ASEAN, des réformes institutionnelles visant à améliorer la qualité des institutions publiques et réglementaires sont nécessaires, notamment des mesures pour accroître la transparence, l'efficacité de la supervision et l'application des règles.

Dans leur étude empirique sur un panel de données couvrant 56 économies entre 2002 et 2015, Canh, Schinckus, Su et Chong (2021) montrent que l'amélioration de la qualité institutionnelle contribue significativement à réduire le risque global du système bancaire et le risque de crédit, ce qui implique une influence stabilisatrice des institutions sur le secteur financier. Les auteurs trouvent que des institutions plus solides, caractérisées par une meilleure gouvernance, une application efficace des règles et une transparence accrue, sont associées à de plus faibles niveaux de risque bancaire, notamment dans les systèmes fortement concentrés et dans les pays en forte croissance économique, car ces environnements institutionnels améliorés permettent une supervision plus rigoureuse et une allocation plus prudente du crédit. Ils notent cependant que cet effet est moins prononcé dans les pays où les banques sont déjà bien capitalisées, très rentables ou à forte liquidité, ce qui suggère que lorsque les conditions financières internes des banques sont déjà robustes, l'apport supplémentaire de la qualité institutionnelle sur le risque est atténué. Par ailleurs, une meilleure qualité institutionnelle module les effets des facteurs externes comme l'ouverture commerciale ou les flux d'investissement direct étranger sur les risques bancaires, soulignant que les institutions servent de tampon face aux pressions macroéconomiques et financières.

Essid, Boujelbene et Plihon (2014) examinent l'impact de la qualité institutionnelle sur l'instabilité bancaire à partir d'un échantillon de 52 pays émergents et en développement sur la période 1996-2009. Leur analyse empirique révèle que l'instabilité bancaire est largement associée non seulement à des facteurs macroéconomiques et financiers, mais surtout à des faiblesses institutionnelles. Plus précisément, des dimensions institutionnelles telles que la stabilité politique, la responsabilité démocratique, le respect du droit et de l'état de droit apparaissent comme des facteurs particulièrement pertinents pour comprendre l'apparition de crises bancaires. Les résultats montrent que lorsque ces aspects institutionnels sont faibles, le système bancaire est davantage exposé à des épisodes d'instabilité. Les auteurs concluent que le renforcement de la qualité institutionnelle est une condition essentielle pour assurer la stabilité bancaire dans les pays émergents, car des institutions plus robustes permettent une meilleure régulation, supervision et discipline de marché, réduisant ainsi le risque de crises financières systémiques.

Dans une étude empirique sur 33 banques de la région du Conseil de Coopération du Golfe (GCC) couvrant 2010-2023, Almulla et al. (2025) trouvent que la qualité institutionnelle mesurée par un indice agrégé des dimensions de gouvernance exerce un effet statistiquement négatif sur la stabilité bancaire, mesurée par le Z-score et la volatilité du retour sur actifs. Contrairement à de nombreuses études qui soulignent un impact stabilisateur des institutions, cet article montre que dans certains contextes du GCC, l'augmentation de certains indicateurs institutionnels (par exemple l'efficacité réglementaire ou la rigidité des cadres juridiques) est associée à une détérioration des métriques de stabilité bancaire.

Dans une étude sur des banques des pays ASEAN-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) pour la période 2013-2022, les auteurs montrent que la qualité institutionnelle a un effet négatif et statistiquement significatif sur la stabilité bancaire, évaluée à partir de l'analyse de régression de panel. Autrement dit, à mesure que certains indicateurs institutionnels s'améliorent, la stabilité mesurée des banques dans cet échantillon diminue. Les auteurs expliquent cela par le fait que des institutions plus strictes ou des cadres de gouvernance renforcés dans certains marchés émergents peuvent introduire des contraintes réglementaires ou des obligations de

conformité qui augmentent les coûts de fonctionnement bancaire, réduisent la prise de risque productive sans améliorer efficacement la performance intrinsèque des banques, et compliquent l'adaptation stratégique des établissements dans un contexte de forte concurrence régionale.

Dans une étude portant sur 157 banques de huit pays de l'ASEAN entre 2010 et 2020, Nguyen et Dao (2023) montrent que si plusieurs dimensions institutionnelles (contrôle de la corruption, état de droit, stabilité politique) améliorent la stabilité bancaire, la qualité réglementaire (regulatory quality) a un effet négatif sur les mesures de stabilité bancaire, notamment sur Z-score et la part de prêts non performants. Les auteurs interprètent ce résultat en notant qu'une réglementation trop rigide ou mal calibrée peut accroître les coûts de transaction et réduire l'efficacité des banques, surtout lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'une amélioration parallèle de la capacité de mise en œuvre institutionnelle, ce qui peut paradoxalement se traduire par plus de risque de crédit et de volatilité bancaire.

L'étude menée par Rizky Hadi Setianto (2025) examine si l'impact de l'inclusion financière sur la stabilité financière varie selon le niveau de qualité des institutions dans un échantillon international de 78 pays entre 2004 et 2022. Les auteurs montrent qu'avant qu'un certain seuil de qualité institutionnelle soit atteint, la relation entre inclusion financière et stabilité financière est statistiquement insignifiante. Cela signifie que dans les pays où la qualité institutionnelle est faible, l'inclusion financière ne conduit pas à une amélioration mesurable de la stabilité bancaire ou du système financier. Ce résultat met en évidence l'idée que la qualité des institutions doit atteindre un certain niveau avant que son influence (ou celle d'autres variables comme l'inclusion financière) ne devienne statistiquement significative. Ils interprètent ces résultats à travers un effet de seuil institutionnel : tant que les institutions n'atteignent pas un niveau minimal de fonctionnement.. Autrement dit, les institutions trop faibles empêchent les mécanismes économiques et financiers d'opérer pleinement, rendant l'effet statistiquement non significatif.

3. Méthodologie

Cette recherche adopte une méthodologie fondée sur une revue de littérature analytique et comparative, visant à examiner le rôle de la qualité institutionnelle dans la stabilité ou l'instabilité financière. En l'absence d'une investigation empirique directe, l'analyse repose exclusivement sur des travaux académiques publiés dans des revues scientifiques internationales. La sélection des études s'est concentrée sur celles analysant explicitement le lien entre qualité institutionnelle et stabilité bancaire ou financière, avec une attention particulière portée aux résultats hétérogènes, notamment les effets non significatifs.

La démarche méthodologique s'articule autour de trois étapes. Premièrement, une classification des études existantes est opérée selon la nature des résultats obtenus : effet stabilisateur significatif, absence d'effet, ou effet conditionnel de la qualité institutionnelle. Deuxièmement, une analyse comparative des cadres conceptuels et des choix méthodologiques (indicateurs institutionnels utilisés, mesures de stabilité financière, périmètre géographique, horizon temporel) permet d'identifier les facteurs susceptibles d'expliquer la divergence des résultats. Troisièmement, l'étude procède à une interprétation théorique des résultats non significatifs, en mobilisant les approches institutionnalistes et financières, afin de mettre en évidence les mécanismes par lesquels la qualité institutionnelle peut perdre son rôle stabilisateur (seuils institutionnels, hétérogénéité des pays, effets de substitution réglementaire, ou endogénéité des institutions).

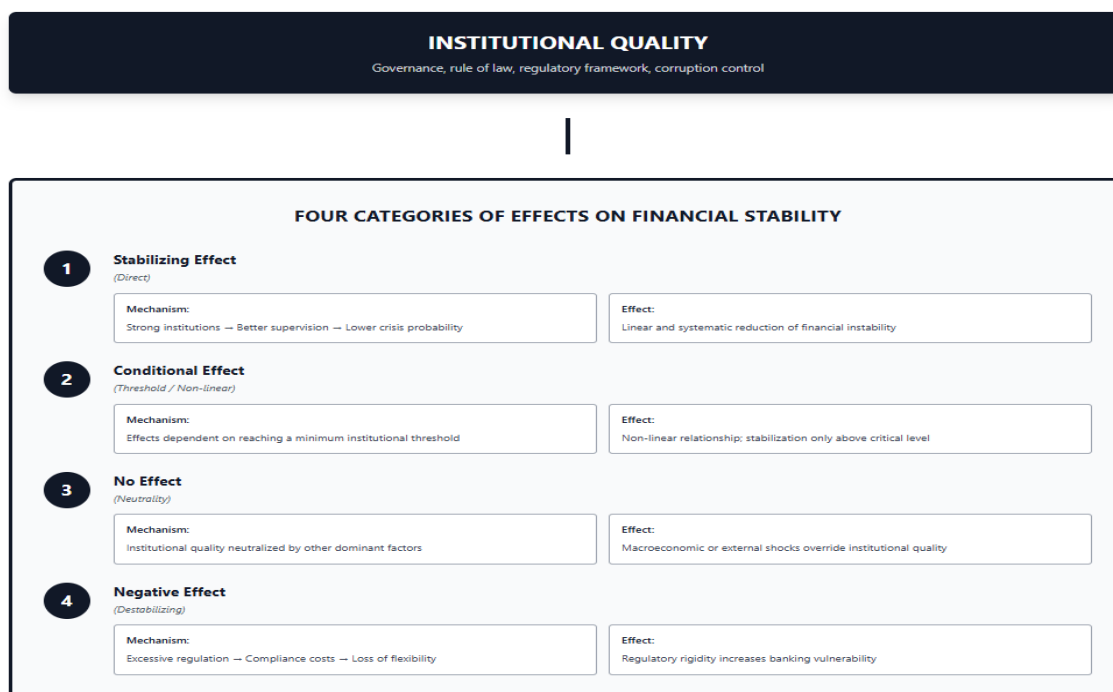
Cette méthodologie comparative vise ainsi non pas à tester empiriquement une relation causale, mais à clarifier les conditions théoriques et contextuelles sous lesquelles la qualité institutionnelle influence ou n'influence pas la stabilité financière, contribuant à une meilleure structuration du débat académique et ouvrant des perspectives pour de futures recherches empiriques.

4. Résultats et discussion

Résultat N°1 : Classification des études existantes est opérée selon la nature des résultats obtenus : effet stabilisateur significatif, absence d'effet, ou effet conditionnel de la qualité institutionnelle.

Les résultats issus de la littérature empirique mettent en évidence une hétérogénéité marquée des effets de la qualité institutionnelle sur la stabilité financière, révélant l'absence de consensus clair. Une première série d'études conclut à un effet stabilisateur significatif des institutions, montrant que l'amélioration de la gouvernance, de l'état de droit, du contrôle de la corruption et de l'efficacité réglementaire contribue à réduire le risque bancaire, la probabilité de crises et l'instabilité systémique, notamment dans les pays émergents et en développement. Une deuxième catégorie de travaux met en évidence une absence d'effet direct ou systématique de la qualité institutionnelle sur la stabilité financière, suggérant que lorsque les institutions atteignent déjà un niveau élevé ou, au contraire, demeurent en deçà d'un seuil minimal de fonctionnement, leur amélioration marginale ne se traduit pas par des gains mesurables de stabilité. Cette absence d'effet est souvent expliquée par des effets de seuil, des mécanismes de substitution réglementaire ou la domination de facteurs macrofinanciers et structurels propres aux systèmes bancaires. Une troisième catégorie de résultats souligne un effet conditionnel et non linéaire, où l'impact de la qualité institutionnelle dépend du contexte économique, du niveau de développement, ou de l'interaction avec d'autres politiques (monétaire, transparence, inclusion financière), donnant lieu à des relations en U inversé ou à des effets significatifs uniquement dans certains environnements institutionnels. Enfin, certaines études identifient un effet négatif de la qualité institutionnelle sur la stabilité bancaire, attribué à une réglementation jugée trop rigide, à des coûts de conformité élevés ou à une perte de flexibilité stratégique des banques, ou certains marchés émergents. L'ensemble de ces résultats justifie une cartographie analytique des travaux existants afin de structurer les contributions selon la nature des effets observés et d'identifier les mécanismes explicatifs des divergences empiriques.

Figure 1 : Cartographie des résultats



Source : Préparé par l'auteur

Résultat N°2 : Une analyse comparative des cadres conceptuels et des choix méthodologiques permet d'identifier les facteurs susceptibles d'expliquer la divergence des résultats.

Ce tableau met en évidence que l'impact de la qualité institutionnelle sur la stabilité financière n'est pas uniforme, mais dépend fortement des choix méthodologiques et du contexte d'analyse. Globalement, les indicateurs agrégés de gouvernance suggèrent un effet stabilisateur, tandis que certaines dimensions spécifiques peuvent produire des effets négatifs ou conditionnels. Les résultats varient également selon les mesures de stabilité utilisées, le contexte géographique et le niveau de développement institutionnel. En particulier, l'effet positif apparaît surtout lorsque les institutions atteignent un seuil minimal d'efficacité, confirmant l'existence de relations non linéaires. Enfin, l'influence des institutions est plus marquée à long terme et en période de crise, alors qu'elle reste limitée à court terme.

Tableau 1. Comparaison des approches empiriques et des résultats sur le lien entre qualité institutionnelle et stabilité financière

Dimension comparée	Choix méthodologiques observés dans la littérature	Résultats dominants observés	Facteurs expliquant la divergence des résultats
Indicateurs de qualité institutionnelle	Indices agrégés de gouvernance (WGI, indices composites)	Effet stabilisateur significatif	Les indices globaux capturent l'environnement institutionnel général et masquent les effets restrictifs de certaines dimensions spécifiques
	Dimensions spécifiques (qualité réglementaire, rigidité juridique, efficacité réglementaire)	Effet négatif ou conditionnel	Certaines composantes institutionnelles peuvent accroître les coûts de conformité et réduire la flexibilité bancaire
Mesures de stabilité financière	Z-score, probabilité de défaut bancaire	Effet positif et robuste	Ces indicateurs reflètent la résilience de long terme du système bancaire
	Prêts non performants, volatilité du ROA, risque systémique	Effets hétérogènes ou négatifs	Sensibilité élevée aux chocs conjoncturels et aux ajustements réglementaires
Périmètre géographique	Pays émergents et en développement	Effet stabilisateur	Les institutions jouent un rôle structurant dans des systèmes financiers encore fragiles

Dimension comparée	Choix méthodologiques observés dans la littérature	Résultats dominants observés	Facteurs expliquant la divergence des résultats
	Économies rentières (GCC) et marchés financiers concurrentiels (ASEAN)	Effet négatif ou non significatif	Rigidité réglementaire, dépendance sectorielle et pression concurrentielle
Niveau de qualité institutionnelle	Faible qualité institutionnelle	Absence d'effet	Les institutions sont trop faibles pour activer les mécanismes de stabilisation financière
	Qualité institutionnelle intermédiaire	Effet stabilisateur significatif	Les institutions atteignent un seuil minimal d'efficacité
	Qualité institutionnelle élevée	Effet atténué ou non significatif	Effet de saturation institutionnelle ou substitution par d'autres mécanismes de marché
Cadres conceptuels mobilisés	Approche linéaire	Effet stabilisateur attendu	Hypothèse d'un impact uniforme des institutions
	Approches non linéaires et à seuil	Effets conditionnels	Mise en évidence d'effets de seuil et de non-linéarités
Horizon temporel	Long terme / périodes incluant des crises	Effets institutionnels amplifiés	Les crises révèlent le rôle disciplinaire des institutions
	Court terme / périodes stables	Effets faibles ou absents	Ajustements institutionnels lents et effets différés

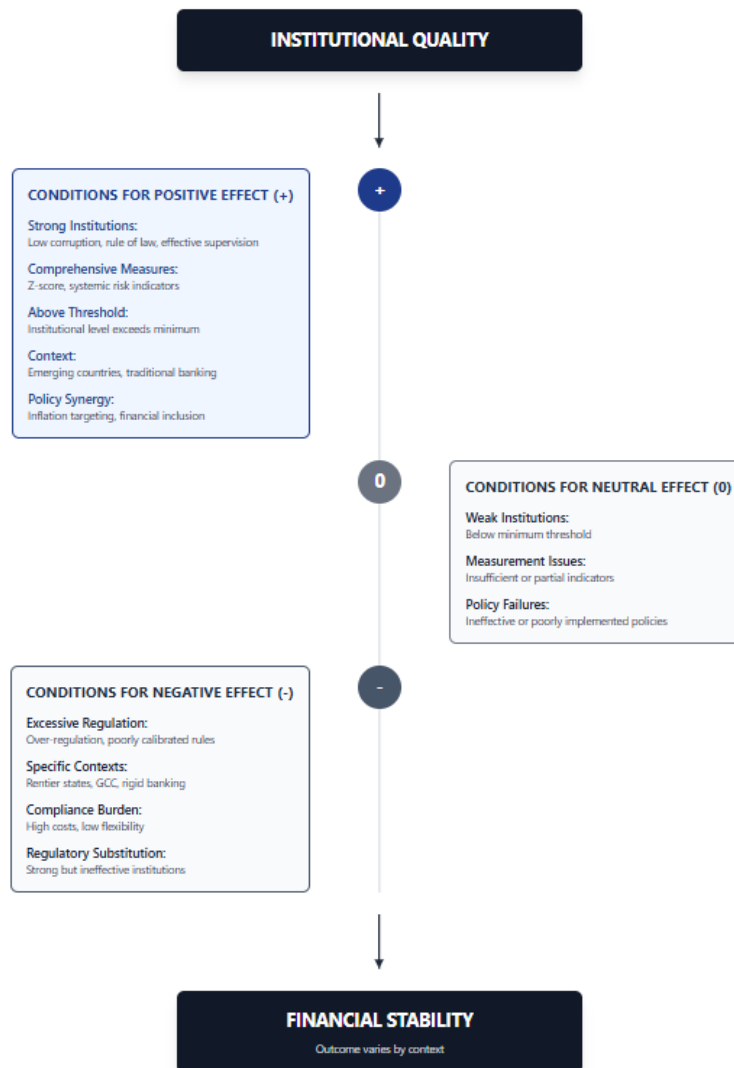
Source : Préparé par l'auteur

Résultat N°3 : Identification des facteurs explicatifs

Les études montrent que l'effet de la qualité institutionnelle sur la stabilité financière dépend fortement du type d'institutions mesurées, du niveau de maturité institutionnelle, du contexte économique et structurel des pays, et des choix méthodologiques (mesures de stabilité financière). La qualité institutionnelle a un effet stabilisateur lorsque les institutions sont globalement fortes et que les indicateurs couvrent la gouvernance, l'état de droit et la supervision.

À l'inverse, l'effet devient nul ou négatif lorsque les institutions sont insuffisantes, trop réglementaires, ou lorsque le contexte économique est spécifique (systèmes bancaires rigides), ou encore lorsque les politiques publiques ne sont pas soutenues par une gouvernance adéquate.

Figure 2 : Carte conceptuelle des facteurs explicatifs



Source : Préparé par l'auteur

5. Conclusion

Cette revue analytique met en évidence que la relation entre qualité institutionnelle et stabilité financière est loin d'être univoque. Si une part importante de la littérature conclut à un effet stabilisateur des institutions, à travers l'amélioration de la gouvernance, de la supervision bancaire, du respect de l'état de droit et du contrôle de la corruption, d'autres travaux soulignent l'existence d'effets conditionnels, non significatifs ou même négatifs. Cette hétérogénéité des résultats s'explique principalement par des différences dans les indicateurs institutionnels mobilisés, les mesures de stabilité financière retenues, le périmètre géographique étudié et le niveau de maturité institutionnelle des pays analysés.

L'analyse comparative des cadres conceptuels et méthodologiques montre que la qualité institutionnelle joue un rôle stabilisateur surtout lorsqu'elle atteint un niveau intermédiaire ou suffisant pour activer les mécanismes de discipline de marché, de supervision et de crédibilité des politiques publiques. À l'inverse, lorsque les institutions sont trop faibles, leur amélioration marginale reste sans effet observable, tandis que dans certains contextes spécifiques, une qualité institutionnelle accrue peut engendrer des coûts de conformité et des contraintes qui pèsent négativement sur la stabilité bancaire.

En définitive, ce travail souligne que la qualité institutionnelle ne constitue ni une condition suffisante ni un déterminant universel de la stabilité financière. Son impact dépend étroitement du contexte économique, du stade de développement institutionnel et de son interaction avec d'autres politiques publiques. En proposant une cartographie des résultats existants et une interprétation théorique des divergences observées, cette étude contribue à structurer le débat académique et met en évidence la nécessité de futures recherches empiriques intégrant des approches non linéaires, des effets de seuil et une prise en compte plus fine des spécificités institutionnelles nationales.

REFERENCES

- [1] Akbar, F., Isnurhadi & Widiyanti, M. (2024). Institutional quality & bank stability: evidence from ASEAN-5, *International Journal of Economic Perspectives*.
- [2] Almulla, S., Albaity, M. & Al-Tamimi, H. A. H. (2025). The Effects of ESG and Institutional Quality on Financial Stability: Evidence from GCC Banks, *International Journal of Economics and Financial Issues*, 15(2), 309–326. <https://doi.org/10.32479/ijefi.18152>
- [3] Boulanouar, Z., Alqahtani, F., & Hamdi, B. (2021). Bank ownership, institutional quality and financial stability: evidence from the GCC region, *Pacific-Basin Finance Journal*, 66, 101510.
- [4] Canh, N. P., Schinckus, C., Su, T. D., & Chong, F. H. L. (2021). Institutional quality and risk in the banking system, *Journal of Economics, Finance and Administrative Science*, 26(51), 22–40.
- [5] Dao, H. & Yen, N. (s.d.). Institutional quality's influence on financial inclusion's impact on bank stability, *Open Economies Review*, 11(1), 2190212.
- [6] Demirgüç-Kunt, A., & Detragiache, E. (1998). Financial Liberalisation and Financial Fragility, IMF Working Paper No. 83, p.19.
- [7] Demirgüç-Kunt, A., & Detragiache, E. (1998). The Determinants of Banking Crises in Developing and Developed Countries, *IMF Staff Papers*, 45(1), p.83.
- [8] Demirgüç-Kunt, A., & Detragiache, E. (2002). Does deposit insurance increase banking system stability? *Journal of Monetary Economics*, 49(7), p.1402.
- [9] Du, J. (2010). Institutional quality and economic crises: legal origin theory versus colonial strategy theory, *The Review of Economics and Statistics*, 92(1), p.174.
- [10] Essid, Z., Boujelbene, Y., & Plihon, D. (2014). Institutional quality and bank instability: cross-country evidence in emerging countries.
- [11] Fazio, D., Silva, T., Tabak, B., & Cajueiro, D. (2018). Inflation targeting and financial stability: Does the quality of institutions matter?, *Economic Modelling*, 71, 1–15. <https://doi.org/10.1016/j.econmod.2017.09.011>
- [12] Mehrez, G., & Kaufmann, D. (2000). Transparency, liberalization, and financial crisis, *World Bank Working Paper No. 2286*, p.3.
- [13] Sajid, M., Ansari, M. A. A., Tanveer, A., Faheem, M., & Waseem, A. (2023). Evaluating the influence of green growth, institutional quality and financial inclusion on financial stability, *Environmental Science and Pollution Research*, 30(54), 115965–115983.
- [14] Setianto, R. H. (2025). Threshold effects of institutional quality on the financial inclusion–financial stability nexus, *Research in Globalization*.
- [15] Shimpalee, P. L., & Breuer, J. B. (2007). An event study of institutions and currency crises, *Review of Financial Economics*, 16(3), p.275.
- [16] van Duuren, T., de Haan, J., & van Kerkhoff, H. (2020). Does institutional quality condition the impact of financial stability transparency on financial stability?, *Applied Economics Letters*, 27(20), 1635–1638.
- [17] Yen, N. D. H., & Huy, D. T. N. (2023). Analyzing effects of institutional quality on banking stability: evidence from ASEAN countries, *International Journal of Professional Business Review*, 8(4), 17.